



Titel: Retroussons nos manches !

16 juin 2005

Tambour battant, Philippe Delaunois a mené sa carrière pendant plus de 35 ans dans le groupe Cockerill-Sambre, dont 15 aux fonctions suprêmes. Depuis qu'il a tourné la page sidérurgique, il s'était fait fort discret dans les médias. Il n'a cependant rien perdu de sa verve. Morceaux choisis.



Belga©

Jadis patron du groupe Cockerill-Sambre, Philippe Delaunois était sur tous les fronts. Que dire aussi de son implication dans le tissu économique, social, politique et culturel. Introduit partout et connu comme Barrabas, celui qui fut par ailleurs président de l'Union wallonne des entreprises et Manager de l'année de Trends-Tendances, a été pendant longtemps un des personnages incontournables du paysage économique wallon. Beaucoup plus discret aujourd'hui, mais pas moins actif pour autant, il partage la majeure partie de son temps dans l'exercice de mandats d'administrateur indépendant au sein de nombreuses sociétés, dont ING Belgique, Shanks, Mediabel, CFE ou la VUM. Nous l'avons fait réagir sur 8 points.

Le monde politique et syndical a joué aux vierges effarouchées quand Arcelor a officialisé son intention de fermer les hauts fourneaux d'Ougrée et de Seraing. Le scénario était cependant écrit depuis longtemps: "Nous n'avions jamais caché le caractère inéluctable de la fermeture, rappelle Philippe Delaunois. Tout ce que nous cherchions, c'était là différer cette fermeture dans un futur aussi éloigné que possible. Tout au plus peut-on regretter que les pouvoirs publics n'aient pas anticipé ce qui tôt ou tard devait arriver. C'est un fait, on ferme aujourd'hui et c'est seulement aujourd'hui qu'on se tracasse... Ceci étant, quelle est encore la capacité réelle des décideurs wallons à l'échelon économique européen? On ne peut pas demander l'impossible aux responsables politiques".

"Le consultant français Hugues de Jouvenelle a redit des choses qui se disaient depuis longtemps. Bref, son rapport n'a pas pu susciter de véritable électrochoc au sein des forces vives liégeoises. C'est dommage. Reste qu'aucune population ne s'est jamais laissée mourir. Il y a toujours un sursaut salutaire et porteur d'avenir." Des propos qui laisseraient donc à penser que Liège n'a pas encore touché le fond... "Chaque fois que je me rends à Liège, je suis en tout cas interpellé par les panneaux jaunes Forcer l'avenir le long de l'autoroute. Il faudrait changer cela en Forger l'avenir! C'est là synonyme de manches retroussées et d'efforts pour un devenir meilleur. C'est aussi susciter des vocations entrepreneuriales."

"C'est là aussi une question de mentalités à changer. Ainsi, il faudrait déjà donner aux jeunes une autre image de l'entreprise, du profit et des efforts qu'il faut consentir pour en générer. En développant des entreprises, on crée de la valeur ajoutée, de l'emploi et, par voie de conséquence, des ressources pour financer ce qui, d'une manière ou l'autre, doit l'être (soins de santé, enseignement,...). Aujourd'hui, la Wallonie souffre d'un pourcentage d'emplois publics (Ndlr, 40 %) dont l'importance du financement pèse inmanquablement sur les entreprises exposées à la concurrence internationale.

Je me réjouis en tout cas de l'initiative prise par la nouvelle école HEC/ULg d'importer à Liège le concept HEC Entrepreneurs, concept qui a fait plus que ses preuves à Paris. J'apporterai ma pierre à cet édifice. Moi qui ait tant restructuré et fermé d'entreprises au cours de ma carrière, j'aimerais à présent contribuer à en créer de nouvelles!"

"La dispersion des moyens financiers sur autant de petites structures ne va évidemment pas dans le sens de l'efficacité. A l'échelle européenne, individuellement, elles ne représentent rien de tangible. Certes, des académies se mettent en place mais ce n'est évidemment là qu'un pas dans la bonne direction. Il faut combattre les particularismes (Ndlr, les réseaux), synonymes de déperdition de moyens. A terme, ils ne sont pas tenables. Un jour ou l'autre, les circonstances économiques nous obligeront d'ailleurs à en faire fi!"

"Même constat: sur notre petit territoire francophone, il y a trop d'institutions, trop de centres de recherches, résultat d'un sous-régionalisme excessif! Nous ne pouvons pas nous permettre de gaspiller nos maigres moyens. Et quand j'entends un professeur dire qu'il est à la tête d'un labo de 5 personnes alors que, dans le même temps, son homologue coréen travaille avec 200 collaborateurs sur un projet similaire, cela m'interpelle au plus haut point. Capitalisons sur nos points forts, comme les biotechnologies par exemple. Nous avons de surcroît la chance d'avoir sur notre territoire un tissu enviable d'entreprises pharmaceutique, profitons au mieux de leur présence!"

Quand on voit à quel point l'Irlande a pu se développer grâce aux subsides européens, autant on peut regretter que le Hainaut n'arrive pas à sortir de l'eau... "Il faut comparer des choses comparables. Le Hainaut n'est qu'une province. Le Hainaut n'est donc pas une nation où, à l'image du Grand-Duché ou de l'Irlande, leurs dirigeants ont entre leurs mains des outils macroéconomiques propres à un Etat, notamment les politiques fiscales et salariales.

"Le baxter flamand permettrait donc à l'économie wallonne de vivre sous perfusion. Soit. Les hommes politiques ont la mémoire un peu courte et la situation inverse, celle où la Wallonie a contribué à la prospérité de la Flandre, a été bien vite oubliée, me semble-t-il. Ceci étant, la Wallonie ne peut pas compter sur la poursuite éternelle de transferts financiers sans donner des signes forts, montrant qu'elle est prête à retrousser ses manches pour sortir très rapidement de la dépendance économique dans laquelle elle risque de se retrouver."

"Dans la vie de tous les jours, il faut adapter ses dépenses à ses revenus. Je pense que les pouvoirs publics ne sont pas encore dans cet état d'esprit. J'ai en tout cas le sentiment que la productivité de celles et ceux qui sont au service de la population et des entreprises n'est pas à la hauteur. Tout comme les dirigeants d'entreprises, les pouvoirs publics ont le devoir et la responsabilité d'améliorer la productivité et l'efficacité de leurs services, notamment par la simplification administrative. Les entreprises privées font de très gros efforts pour compresser leurs frais généraux. Pourquoi ne le concevrait-on pas aussi au niveau public? Je pense donc que le gouvernement wallon devrait sérieusement s'attacher à examiner ses coûts de fonctionnement, à tous les niveaux de pouvoirs. Pour une population de 3 millions d'habitants à peine, nous avons beaucoup trop de niveaux décisionnels publics. Ces structures sont financées par l'impôt, bref par l'écart substantiel entre le salaire coût - à charge des entreprises - et le salaire qui tombe dans la poche des travailleurs. A l'heure où on parle plus que jamais de compétitivité, c'est important de le rappeler!"

Propos recueillis par Jean-Marc Damry